

Le plan anti-austérité du PC

PARIS NORMANDIE 28/6/13

Politique. Les élus communistes appellent à la rédaction de « cahiers de doléances » chargés d'inciter le gouvernement à donner « un coup de barre à gauche ». Ils manifestent jeudi.

Les conseillers généraux communistes de la Seine-Maritime espèrent ne pas avoir à se prononcer, à la fin de cette année, sur un budget prévisionnel 2014 « encore plus serré » que celui de 2013. Et ils prennent les devants.

« Nous ne voulons pas nous inscrire dans une démarche de recherche de ce qu'on pourrait réduire encore, mais dans celle de ce que nous pourrions faire pour obtenir des moyens supplémentaires », affirme Jean-Louis Jégaden en présentant l'initiative du groupe des élus communistes et républicains de s'adresser à la population, aux associations, aux communes, afin de les inviter à la rédaction de cahiers de doléances. Ces livrets, rédigés cet été et jusqu'à fin septembre, seront chargés d'exprimer les difficultés et les aspirations de la société, au premier rang desquelles, assurent-ils, « un fort coup de barre à gauche de la politique gouvernementale ».

« Les derniers renoncements du gouvernement sur l'interdiction des licenciements boursiers, cumulés à la casse du Code du travail, à la stagnation des salaires, à la restriction d'argent public qui ne permet plus aux collectivités d'investir, déçoivent nos concitoyens qui n'en peuvent plus d'attendre que cela change », justifie l'élu, qui estime que « l'an II du quinquennat Hollande démarre plus que mal ». Et que la dette de 800 M€ de l'État envers la Seine-Maritime, pour laquelle les communistes avaient proposé un plan de remboursement étalé sur cinq ans, handicape lourdement l'action du Département dans le domaine de l'action sociale, de la prévention spécialisée, et de la qualité du service rendu.

« Certes le conseil général, comme les autres collectivités, continue de remplir tant bien que mal ses missions, ajoute-t-il. Aucun élu de la majorité actuelle ne souhaite voir l'échec du département. Mais son action est en net

recul depuis plusieurs mois. »

Pour Claude Collin, ce recul entraîne la Seine-Maritime dans une « spirale d'austérité », selon l'enchaînement qui fait que moins d'argent entraîne une baisse d'investissement, donc d'activité, et inévitablement une hausse du nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires du RSA pour lesquels les collectivités sont sollicitées. C'est pourquoi il estime que le moment est venu de « donner l'alerte pour appeler à la mobilisation contre l'austérité qui casse tout et sape tout espoir de relance ». Cet appel sera lancé après-demain, jeudi, devant le Sénat où débute l'examen d'un projet de décentralisation dit de « modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles ».

Or, selon les élus communistes, ce projet n'a rien de progressiste, mais vise à « exploser et restructurer les services publics avec l'objectif de réduire de 4,5 milliards d'euros les



Jean-Louis Jégaden

budgets des collectivités sur trois ans ». Suscitant de nouvelles coupes sombres, un recul des investissements et des compétences des départements, dont ils craignent que leur mission se réduise à « de simples guichets sociaux ».

F. B.

f.boitelle@presse-normande.com

Politique

FIL-FAX 28/6/13

Conseil général de la Seine-Maritime

Les communistes ne veulent ni de l'austérité, ni des métropoles

Les élus communistes du Conseil général de la Seine-Maritime ont réitéré lundi leur appel à une « mobilisation contre l'austérité » qui frappe les Départements et contre le projet de métropoles, à la veille de l'ouverture du débat au Sénat sur le projet de loi de décentralisation qui se tiendra jeudi 30 mai. Un an après l'élection de François Hollande, le groupe communiste continue de s'alarmer des conséquences d'une politique qui « est une réalité partout, dans notre département », assure son président Jean-Louis Jégaden. « Nous continuons à demander le remboursement du manque à gagner de 800 M€ dû par l'État à la Seine-Maritime », ajoute l'ancien syndicaliste rappelant le montant évalué fin 2011 par le président socialiste du conseil général, Didier Marie, de l'accumulation des charges obligatoires mal compensées : RSA, Handicap, APA.

Les élus communistes ajoutent une ferme opposition aux projets de décentralisation, « très inquiétants pour l'avenir de notre collectivité » et qui « n'ont rien de progressiste ». Ils sont en particulier vent debout contre la « mise en place de super-métropoles qui vont aspirer à elles toutes les compétences » alors que les communes seront « sacrifiées » et les départements « réduits à de simples guichets sociaux ». « L'objectif des politiques libérales, c'est d'en finir avec la politique de proximité, analyse Michel Barrier, vice-président du conseil général. On élimine l'État, le Département, les communes, et on passe à l'Europe, les grandes régions et les métropoles ».

Outre un rassemblement le 30 mai devant le Sénat, les communistes vont ouvrir des « cahiers de doléances » aux élus locaux, aux associations, aux citoyens. A partir de la rentrée de septembre, ils veulent contribuer aux débats locaux et nationaux qui naîtront autour de la préparation des budgets 2014, des réformes des retraites, de l'indemnisation du chômage, des allocations familiales ainsi que de la formation professionnelle.

Etienne Banzet